

**Loi n° 2007-71 du 27 décembre 2007, portant approbation de l'adhésion de la République Tunisienne au protocole relatif aux restes explosifs de guerre (1).**

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique - Est approuvée, l'adhésion de la République Tunisienne au protocole relatif aux restes explosifs de guerre annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, annexé à la présente loi, et adopté à Genève, le 28 novembre 2003.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 27 décembre 2007.

**Zine El Abidine Ben Ali**

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 25 décembre 2007.

**Décret n° 2008-200 du 29 janvier 2008, portant ratification de l'adhésion de la République Tunisienne au protocole relatif aux restes explosifs de guerre.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution et notamment son article 32,

Vu la loi n° 2007-71 du 27 décembre 2007, portant approbation de l'adhésion de la République Tunisienne au protocole relatif aux restes explosifs de guerre,

Vu le protocole relatif aux restes explosifs de guerre annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et adopté à Genève, le 28 novembre 2003.

**Décète:**

Article Premier - Est ratifié, l'adhésion de la République Tunisienne au protocole relatif aux restes explosifs de guerre annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et adopté à Genève le 28 novembre 2003.

Art. 2 - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 29 janvier 2008.

**Zine El Abidine Ben Ali**